



31-07-2020
UNSA Police
25 rue des Tanneries
75013 PARIS



Bassin d'Arcachon : sur la plage, "on a la double casquette, sauveteur et policier"



Le maître-nageur-sauveteur (MNS) et CRS, Cyril Lambert et la députée LREM du Bassin d'Arcachon Sophie Panonacle ont abordé la question de la sécurisation des plages et les menaces qui pèsent sur le maintien des fonctions des CRS sauveteurs.

Les Compagnies républicaines de sécurité maîtres-nageurs sauveteurs (CRS MNS) du bassin d'Arcachon ont procédé à 21 interpellations depuis leur reprise d'activité, le 2 juillet. C'est déjà plus que l'été dernier sur l'ensemble de la saison. Et jeudi 30 juillet, journée caniculaire, les CRS MNS du Bassin sont intervenus pour 10 malaises sur les plages.

"On a la double casquette sauveteur et policier", rappelle Cyril Lambert pour mieux souligner l'importance de cette présence sur les plages noires de monde, et parfois dangereuses pour leurs baignes ou tout simplement leur ensoleillement. Ils sont aussi là pour remplir une mission de sensibilisation sur les risques auxquels s'exposent les vacanciers et travaillent en collaboration avec les écoles de surf.

«Après trois mois de confinement, les gens arrivent à la plage, et on les soumet à nouveau à des règles», selon Cyril Lambert, le référent national des MNS CRS, cela peut expliquer cette hausse de l'activité policière. Vendredi 24 et lundi 27 juillet, les CRS sont intervenus pour une rixe entre estivants et l'agression d'un sauveteur civil par un quinquagénaire d'Andernos et son fils.

«Ces heurts montrent l'intérêt de la présence des CRS MNS sur nos communes», analyse la députée Sophie Panonacle, sollicitée pour maintenir cette présence, jamais garantie d'une année à l'autre. Les CRS MNS vont rester présents en renfort sur les communes du Cap-Ferret et de La Teste-de-Buch jusqu'au 30 août. Cette présence, les maires l'obtiennent en en faisant la demande, chaque année en décembre mais les réponses sont tardives et toujours incertaines. **Sophie Panonacle le promet: «On va demander le maintien des effectifs jusqu'à la fin du quinquennat pour permettre aux élus de préparer la saison avec des certitudes.»**

La députée LREM compte sur le soutien et la mobilisation des élus locaux de 60 communes balnéaires sur ce sujet. Le groupe d'étude littoral de l'Assemblée nationale auquel appartient Sophie Panonacle, a demandé un entretien au directeur général de la police nationale pour appuyer la demande des élus et des organisations syndicales.

UNSA Police,
Autonome et indépendant

